

PCF

Parti
Communiste
Français

L'Humain d'abord

**Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 30 décembre 2013 au 12 janvier 2014 – n°140**

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Plutôt que les cierges médiatiques...

Ces messieurs ne s'empresseront pas de se débarrasser de leurs cadeaux sur Internet, comme c'est, paraît-il, devenu la mode. Leurs retraites chapeaux, leurs parachutes dorés et leurs primes en tous genres, provisionnés dans les comptes de leurs entreprises validés par leurs conseils d'administration, n'ont-ils pas reçu la bénédiction du Medef ?

L'organisation patronale n'a de haut-le-cœur moral devant l'indécence de rémunérations que lorsqu'elles suscitent un mouvement public d'indignation. Ainsi Philippe Varin, encore PDG de PSA, en a-t-il fait les frais il y a quelques semaines. Les autres gardent leur avenir sonnante et trébuchant soigneusement à l'abri des documents comptables. à entendre François Hollande en campagne présidentielle, il serait fait litière de ces accaparements indus comme de la rapacité des actionnaires... Sans doute s'agissait-il d'une de ces bonnes blagues qu'il ne parvient pas à réprimer.

Ces matelas faramineux, ces dividendes exorbitants, ces revenus financiers – il faut bien que l'Humanité en convienne – ne sont pas si faciles à obtenir. Il s'agit en effet d'imposer aux salariés la compression des investissements ou de la recherche, des baisses des rémunérations, des licenciements boursiers, des abandons de cotisations sociales... Voyez comment les amis de M. Gattaz se démènent sans trêve ! Il leur en faut de l'imagination et de nombreuses complicités pour attribuer au « coût du travail » les dégâts causés par les ponctions du capital. Mais, avouons-le, ils obtiennent des résultats qui sans doute méritent salaires puisque les 500 plus grandes fortunes professionnelles ont augmenté de 25 % en 2012. Le chômage aussi a augmenté et, les effets d'annonce n'y changeant rien, il reste très élevé. Et il ne s'améliorera guère dans la période qui vient, l'austérité et la discipline budgétaire ayant rang de dogmes dans la politique gouvernementale. Le feuilleton de la reprise, toujours attendue et toujours repoussée, a de nombreux épisodes devant lui, avec le président de la République dans le rôle principal.

Cependant, dans les rangs socialistes, des voix se font entendre, comme celle du député de l'Essonne Jérôme Guedj, qui appelait hier l'équipe Ayrault « à ne pas faire de la baisse du coût du travail l'alpha et l'oméga de la politique économique »... « Il y a aussi la consommation des ménages, l'investissement public », ajoutait-il. L'ancienne ministre Delphine Batho réclame un « changement de politique » sans « attendre une double défaite électorale ». Pour sa part, Laurent Baumel invite le gouvernement à « résister aux délires disciplinaires » d'Angela Merkel et le député PS d'Indre-et-Loire juge que pour « inverser la courbe du chômage, il faut imposer en Europe une politique de relance concertée ».

Quant à la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann, elle estime que « la cure d'austérité va plomber notre croissance intérieure et va à rebours de l'inversion de la courbe du chômage ». Les militants du PS qui rencontrent autour d'eux un profond mécontentement populaire doutent en très grand nombre du cap suivi. Ils n'ont pas battu la campagne pour cela en 2012. Ils peuvent se retrouver dans des actions concrètes avec les autres militants de gauche, les syndicalistes, les animateurs d'associations qui tentent d'endiguer la misère et la pauvreté. Des rassemblements majoritaires peuvent se constituer. Plus efficaces pour faire refluer le chômage que les cierges médiatiques régulièrement allumés à l'Élysée.

Patrick Apel-Muller

SOMMAIRE

P1 **Édito** - Sommaire

P2 **Agenda** ; Huma dimanche du 19/12 ; La Poste déboutée, mais elle persiste et signe ; Urgence Bébé 18 mois et Famille Mambetov menacée d'expulsion ENFERMEE A LYON

P3 Les Espagnoles doivent pouvoir décider : NON à la remise en cause de l'IVG ; Relaxe des « 5 de Roanne » : Une grande victoire pour les libertés syndicales ; François Hollande en Arabie Saoudite à la veille du nouvel an : à contre-courant de l'Histoire

P4 Insigne nazi porté par un soldat français : Un acte gravissime qui nécessite sanction et enquête approfondie ; Vœux du PCF pour 2014 ; Monde du travail et Sexisme : le PCF dénonce et agit contre les discriminations ; Disparition de Fernand Tuil, un militant de la paix et de la justice en Palestine

P5 12€ par mois, la belle affaire ! ; Lunettes : La vente sur Internet, une fausse bonne idée ; Étiquetage de l'origine : la reculade

P6 Victoire en commission culture et éducation contre une tentative de réécriture de l'histoire ; La droite et l'extrême-droite du Parlement européen coalisées contre les droits des femmes ; Fin de vie : Donner les moyens des choix affichés

P7 La France n'est pas blanche, masculine, hétérosexuelle...

P8 ASSEMBLEE PLENIERE REGIONALE

P9 Carte électorale et pour quoi faire ?

P10-11 « HONTE à M. ONFRAY » Lettre ouverte de M. Léon LANDINI, ancien résistant FTP-MOI

P11 Les services archéologiques du ministère doivent être urgemment renforcés

P12 Union bancaire: contraire aux besoins humains ! ; Encore un Noël rouge sang pour le peuple palestinien

P13 Premières victoires pour les IEP ! ; Bègles : Noël Mamère (ex-EELV) privatise la dernière entreprise du "communisme municipal" ; A voir

P14-15 Les voix de la colère: Non à la TVA

P16 Aidons l'Huma ! ; Orange : L'extrême droite meilleurs rempart contre la solidarité ; Importants succès électoraux des communistes (KPRF) dans la banlieue de Moscou



Agenda

Réunions des Indignés les lundis

Les mardis Réunions de soutien aux Roms 17H30

19h30 pique-nique ensemble sur le quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privatisé par quelques-uns les samedis de 14H30 à 17H30 table des Amis de la Terre pour faire signer les pétitions contre le centre des Congrès d'Accoyer

Dimanche 29 décembre (et non mardi puisque ce sera le 31) Repaire de Cervens à partir de 19h, chez Lulu, anciennement Bar Fleuri

Vendredi 3 janvier Réunion + réveillon Gauche En Marche

Dimanche 5 janvier action transports Gauche En Marche

Mardi 7 janvier Réunion Les Amis de la Terre

Mercredi 8 janvier 19H repaire Là-Bas si j'y suis au Dersim, Meythet

Jeudi 9 janvier réunion Chaîne humaine contre les haines

20h30 au collège Samivel à Bonneville : Les Jeudis du Cinéma

Vendredi 10 janvier réunion Gauche En Marche

Evian, cinéma le Royal Les Jours Heureux, en présence du réalisateur Gilles Perret - proposé par Attac Chablais et les Bobines du Léman,

Prochain atelier du Rêve du Dragon 10-11-12 janvier (méthode de construction/développement/gestion de projet passionnante).

Présentation vendredi soir 10 janvier et atelier les samedi et dimanche 11-12 janvier au TIOCAN (Ain, en dessus de St-Genis)

[http://www.pro-coach-](http://www.pro-coach-consultant.com/1/post/2013/10/confrence-et-atelier-dinitiation-rve-du-dragon-les-10-11-et-12-janvier-2014-eco-center-du-tiocan-dtails-venir.html)

[consultant.com/1/post/2013/10/confrence-et-atelier-dinitiation-rve-du-dragon-les-10-11-et-12-janvier-2014-eco-center-du-tiocan-dtails-venir.html](http://www.pro-coach-consultant.com/1/post/2013/10/confrence-et-atelier-dinitiation-rve-du-dragon-les-10-11-et-12-janvier-2014-eco-center-du-tiocan-dtails-venir.html)

La Poste déboutée, mais elle persiste et signe

Samedi matin (21/12), notre Camarade Christian GARRETTE s'est présenté, comme l'ordonnance de référé du 20/12/2013 le stipulait, à 7h30 à son travail.

Déjà sur place, le responsable RH du CDIS Anney, l'endroit où travaillent les facteurs, à rencontrer Christian dès sa prise de service.

Après avoir confirmé la réintégration de Christian GARRETTE, le RH lui a signifié sa mise à pied à titre conservatoire jusqu'à la prise de décision de l'Inspection du Travail, car La Poste ne veut pas reconnaître qu'elle s'est trompée et réengage la procédure de licenciement avec autorisation de l'Inspection du Travail.

Comme nous disions vendredi 20, nous avons gagné une bataille mais la guerre n'est pas finie

Pour gagner, cela passera par la mobilisation de tous(tes) Nous vous tiendrons au courant, début janvier 2014, des actions que nous serons à même de mettre en place.

PS : il est bon de noter, que la Convention Collective Commune de La Poste et France Télécom, dont dépend Christian GARRETTE, maintient son salaire en cas de mise à pied conservatoire pour une durée de 1 mois...

L'UL CGT Anney

Pétition Libertés et service public en danger !

<http://www.petitionpublique.fr/?pi=P2013N45469>

URGENCE Bébé 18 mois et Famille Mambetov menacée d'expulsion ENFERMEE A LYON

Pétition en ligne ici :

www.educationsansfrontieres.org/article48453.html

Pétition pour Madame, Monsieur MAMBETOV et leur bébé

Un enfant d'un an et demi enfermé au centre de rétention administrative de Lyon à la veille de Noël par le Préfet du Cantal.

Contrairement aux discours du gouvernement et aux préconisations du Défenseur des Droits, la préfecture du Cantal a décidé d'enfermer un enfant de 18 mois, une semaine avant Noël...

Abdourrahman Mambetov est né 17 avril 2012 à Clermont-Ferrand. Ses parents sont Russes originaires de Kabardino-Balkarie (république autonome de la Fédération de Russie) et actuellement dépourvus de titre de séjour. Ils vivent à Aurillac où ils sont demandeurs d'asile (un recours à la Cour Nationale du Droit d'Asile est en cours d'instruction suite à une demande de réexamen à l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides).

Ils ne se sont jamais dérobés à leurs obligations, n'ont jamais cherché à fuir qui que ce soit, ils ne sont pas délinquants... Pourtant, pour la deuxième fois en six mois, la Préfecture du Cantal fait interpellier cette famille. Une première tentative d'expulsion, le 18 juillet 2013, avait échoué par décision de justice : le préfet les avait enfermés abusivement au centre de rétention administrative de Lyon. Le lendemain, le tribunal administratif de Lyon jugeait cette décision illégale et ordonnait la mise en liberté de la famille. Jeudi 19 décembre, la même démonstration de force se répète : des policiers arrachent cette famille à son sommeil vers 6h du matin et l'emmène de force à Lyon où elle est placée dans un centre de rétention.

A ce jour, la famille Mambetov est toujours enfermée dans l'attente d'une prochaine expulsion. Cette privation de liberté a des conséquences sur l'état de santé de l'ensemble de la famille, l'enfant en souffre particulièrement.

De l'avis de tous, les enfants n'ont pas leur place dans un lieu d'enfermement particulièrement anxiogène et traumatisant. Pourtant le Préfet du Cantal qui semble ne pas partager cette analyse ordonne l'enfermement d'Abdourrahman pour la deuxième fois...

Nous sommes indignés et révoltés par cette décision qui bafoue les droits fondamentaux des enfants tels qu'ils sont définis dans la Convention Internationale des Droits de l'Enfant.

Nous exigeons la libération de cette famille et la régularisation de leur situation administrative.

Sur le premier enfermement de cette famille :

- Chronique RESF : www.educationsansfrontieres.org/article47033.html

- Article publié sur le site de La CIMADE :

www.lacimade.org/temoignages/4556-Relativement-classique

L'HUMANITÉ
DIMANCHE



2013

LES ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE



« Les Espagnoles doivent pouvoir décider : NON à la remise en cause de l'IVG » (PCF)

Le gouvernement espagnol revient sur le droit à l'avortement. C'est une concession à l'Église et à la droite la plus conservatrice, et un terrible retour en arrière.

Promesse de campagne du conservateur Mariano Rajoy, ce projet voit le jour à la veille de Noël et risque fort d'être approuvé par le Parlement, le Parti Populaire y étant majoritaire.

Cette loi, si elle était votée, remettrait totalement en question le droit à l'avortement acquis de haute lutte en Espagne et replacerait ce pays parmi les pays européens les plus restrictifs en ce domaine.

Les associations féministes et les partis de gauche se mobilisent contre ce texte qui est le plus prohibitif depuis la fin de la dictature, quand l'IVG était purement et simplement interdite.

Nous voulons les assurer de tout notre soutien. Nous condamnons, avec la plus grande fermeté, cette remise en cause d'un droit fondamental, cette atteinte à la liberté des femmes de choisir d'avoir un enfant ou pas, du moment de leur maternité.

Il est très inquiétant de voir un peu partout en Europe une montée des intégrismes, entraînant une attaque frontale contre la liberté et l'autonomie des femmes.

Le PCF appelle les démocrates de tous les pays d'Europe à exprimer leur colère contre cette loi inique et leur solidarité à l'égard des femmes et des hommes en Espagne qui revendiquent le droit à l'IVG. Les Espagnoles doivent pouvoir décider : non à la remise en cause de l'interruption volontaire de grossesse.

Laurence Cohen, responsable nationale du PCF « Droits des femmes/ Féminisme » ;

Gilles Garnier, responsable national « Europe » du PCF et membre de la direction du Parti de la Gauche Européenne ;

Anne Sabourin, membre de la direction du Parti de la Gauche Européenne.

Relaxe des « 5 de Roanne » : « Une grande victoire pour les libertés syndicales »

Les 5 syndicalistes de Roanne viennent d'être relaxés par le tribunal de Roanne. C'est une grande victoire pour les libertés syndicales et la justice sociale.

J'ai une pensée très forte pour Christel, Christian, Jean Paul, Gérard, Didier : leur combat depuis plus d'un an a été dur et il a été gagné avec courage. Ils sont relaxés et toutes les poursuites sont abandonnées, notamment le refus de prélèvement d'ADN. Ce jugement a une portée nationale et il est le résultat d'une mobilisation très forte et très large de leur comité de soutien et de leur syndicat CGT.

Cette victoire en appelle une autre : il faut voter à l'Assemblée nationale la loi d'amnistie que nous avons proposée pour tous les syndicalistes.

Pierre Laurent secrétaire national du PCF



FRANCOIS HOLLANDE EN ARABIE SAOUDITE À LA VEILLE DU NOUVEL AN : À CONTRE-COURANT DE L'HISTOIRE (PCF)

La visite officielle du président de la République François Hollande, les 29 et 30 décembre, en Arabie saoudite fait suite à un précédent déplacement en novembre 2012, et à déjà trois visites du ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian depuis mai 2012.

On doit cet engouement des autorités françaises pour la monarchie pétrolière la plus conservatrice de la région à des convergences diplomatiques et à la perspective de juteux contrats de vente d'armes, de frégates et de sous-marins.

Pourtant, Ryad est le premier financier et fournisseur d'armes des groupes djihadistes en Syrie et a exprimé de fortes réticences au récent accord sur le nucléaire iranien.

Alors que va faire la France dans cette galère diplomatique, en se retrouvant aux côtés d'un régime qui alimente les groupes islamistes qui cherchent à s'implanter dans la région, et au Sahel, et qui freine toute initiative favorisant la détente avec l'Iran ?

Est-ce ainsi qu'il faut comprendre le Livre Blanc de la Défense pour lequel « le Golfe arabo-persique devient, au plan militaire, une zone prioritaire pour la défense et la sécurité de la France ».

Au lieu d'attiser les tensions, la France devrait au contraire œuvrer à l'émergence de solutions politiques partout où il y a conflit, et favoriser le dialogue.

Il s'agit ainsi d'appuyer avec détermination la tenue sans conditions, et de viser la réussite, de la Conférence internationale pour la paix en Syrie, dite Genève II, afin de mettre fin au calvaire du peuple syrien, pris en tenaille entre l'armée du régime et les groupes djihadistes.

Cela exige, de la France, de presser son nouvel allié, le roi Abdallah, de mettre un terme aux surenchères guerrières sans avenir.

La France devrait sans plus tarder s'engager de manière résolue dans la solidarité avec les réfugiés syriens, et palestiniens, dont l'effroyable sort appelle des mesures exceptionnelles de la communauté internationale. C'est ainsi que notre pays retrouverait une crédibilité perdue aux yeux de nombreux démocrates et progressistes de la région.

La France préside en ce mois de décembre le Conseil de sécurité des Nations unies, sa voix peut être déterminante – il est de son devoir d'user de cette présidence pour ouvrir le chemin de la paix, du droit, de la justice, du désarmement et de la démocratie en accord avec la volonté des peuples de disposer d'eux-mêmes au Proche et Moyen-Orient, et partout dans le monde.

À l'instar du Parti Communiste Français, la majorité des femmes et hommes de gauche et de progrès de notre pays rejette les orientations actuelles d'une politique extérieure française qui a renoncé à toute rupture avec ses prédécesseurs.

À vouloir nouer, à tout prix, des relations privilégiées avec des États tels que l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie et Israël dont les politiques aujourd'hui sont celles de la domination des puissances et du chaos prétendument « contrôlé » – au détriment des intérêts des peuples et de la paix – les autorités françaises vont à contre-courant de l'histoire.

Cela n'est pas, cela n'a jamais été, la France.

Parti Communiste Français
Paris, le 27 décembre 2013

Insigne nazi porté par un soldat français : « Un acte gravissime qui nécessite sanction et enquête approfondie »

Sur la page Facebook officielle de l'armée française a été publiée, pendant quelques heures avant d'être retirée, une photo montrant un soldat français en Centrafrique dont l'uniforme arborait un insigne reproduisant la devise des escadrons SS du régime nazi hitlérien. En l'associant ainsi aux trois couleurs du drapeau de la République, c'est la France que ce soldat a souillé.

Cet acte est extrêmement grave et répréhensible. Il a cessé d'être une "initiative personnelle" dès lors qu'il a été toléré par la hiérarchie militaire et affiché sur un site internet. Il appelle à des explications et à des sanctions.

Le Parti communiste français condamne avec la plus grande fermeté cette insulte faite à la République française, à la mémoire de la Résistance et aux principes républicains et démocrates auxquels les Françaises et Français du XXIe n'entendent pas déroger.

Contrairement aux dires de l'État-major des armées, il ne s'agit pas d'un incident isolé. Depuis plusieurs mois circulent sur internet des photos de militaires effectuant des « quenelles » - autrement dit, le salut antisémite se référant au salut hitlérien. Et, il y a quelques mois, au moment du débat parlementaire sur la loi sur « mariage pour tous », la publication « Revue de l'Arsenal » animée par des officiers d'extrême-droite appelait l'armée à faire un coup d'État contre la République.

Ces faits très inquiétants sont le résultat du délitement du lien armée-nation depuis la suspension de la conscription et de la réintégration de la France dans le commandement intégré de l'OTAN.

Ils sont aussi le produit de la profonde dégradation de la situation sociale des armées et de l'absence de droit démocratique à l'intérieur de l'institution militaire.

C'est pourquoi le Parti Communiste Français invite le Parlement à engager une enquête approfondie sur les activités subversives de l'extrême-droite à l'intérieur de l'armée.

Le PCF appelle à des sanctions exemplaires contre l'individu porteur de l'insigne nazi et contre tous ceux qui, dans sa hiérarchie, l'ont laissé agir.

Le PCF se prononce aussi pour une réforme en profondeur du statut du militaire en matière de droits sociaux et de droits démocratiques afin de renforcer les liens entre la nation et son armée, et de faire des militaires des citoyens à part entière.

**NOS ESPOIRS ISOLÉS
SONT UNE FORCE
RASSEMBLÉS
BONNE ANNÉE 2014**



Vœux du PCF pour 2014 :

http://www.dailymotion.com/video/x18vfej_les-voeux-du-pcf-pour-2014_news

Monde du travail et Sexisme : « le PCF dénonce et agit contre les discriminations »

Sans être une révélation, le rapport publié aujourd'hui par le Ministère des droits des femmes sur le sexisme dans les entreprises françaises, est bien une confirmation de ce phénomène.

Le PCF dénonce et agit contre ces discriminations depuis de nombreuses années : inégalités salariales, discrimination à l'embauche, à l'évolution de carrière, absence de parité pour les postes à responsabilité, remarques sexistes quotidiennes, la liste est longue.

Au-delà du constat, il est urgent de prendre de véritables mesures pour que cessent ces discriminations : suppression des exonérations patronales pour les entreprises ne respectant pas l'égalité salariale, signature de chartes pour l'égalité, orientation non sexuée des filières et des métiers, augmentation du nombre de places dans les structures de petite enfance.

Le PCF, aux côtés d'associations féministes, œuvre pour faire sauter le plafond de verre.

2014 doit enfin être l'année de l'Égalité !

Laurence Cohen, Responsable nationale du PCF « Droits des femmes/Féminisme »

Disparition de Fernand Tuil, un militant de la paix et de la justice en Palestine

Fernand Tuil nous a quittés, ma peine est immense et, à cet instant, ma première pensée se tourne vers Isabelle Tordjman, son épouse, et ses enfants.

Tous les communistes partagent leur deuil et leur chagrin. À cette heure, nombreux sont celles et ceux qui sont en pleurs.

Fernand était la révolte et la générosité faites homme, un communiste sincère, loyal, ouvert. L'injustice lui était proprement insupportable, et Fernand était un militant de la paix et de la justice en Palestine de la première heure, reconnu comme tel par Yasser Arafat qui l'avait pris en amitié.

Les massacres de Sabra et Chatila au Liban en 1982 marqueront un tournant - à la barbarie, Fernand répondra par la fraternité et la solidarité, et lancera la campagne de jumelage des villes françaises et des camps de réfugiés palestiniens, en initiant dès 1989 le jumelage de la ville de Montataire (Oise) et de Deheisheh (district de Bethléem). En 1999, l'Association pour le Jumelage entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (AJPF) voit le jour, co-présidée par Fernand Tuil et Ahmed Muhaisen (Deheisheh).

Ce sont maintenant des dizaines de villes de tout le territoire français qui constituent ce réseau dense et irremplaçable de solidarité entre les peuples français et palestiniens. Leur action est déterminante dans la coopération entre nos deux peuples, nos deux nations.

Fernand Tuil était, selon ses propres mots, « un citoyen du monde », Français, Israélien et Palestinien, trois nationalités, un seul cœur.

À son épouse Isabelle Tordjman, à ses enfants, ses parents et proches, ses frères de cœur, à Ahmed et aux habitants de Deheisheh, je présente mes plus sincères condoléances et, par ma voix, celles des communistes français qui viennent de perdre l'un des leurs et peuvent s'honorer de l'avoir compté parmi eux dans leur combat pour l'émancipation du genre humain.

Pierre Laurent,
secrétaire national du PCF

12€ par mois, la belle affaire !

« C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches ». Cette phrase de Victor Hugo résonne en cette fin d'année 2013.

L'enfer des pauvres ?

12 euros, c'est donc le montant de la revalorisation mensuelle du SMIC pour une personne travaillant à temps plein. Ou 10 centimes de l'heure pour ceux qui sont à temps partiel. Une « revalorisation » minimale qui sera instantanément absorbée par la hausse de la TVA à partir du 1er janvier. Ceci à l'heure où un nombre croissant de salariés, et principalement de salariées, sont payés au SMIC lequel concerne plus de 3 millions de personnes.

Le paradis des riches ?

Alors qu'on accorde en décembre 2013, royalement 1,1% d'augmentation aux smicards, les 500 plus grandes fortunes de France ont prospéré au rythme annuel de + 25% en 2012 ! Gagnant ainsi en valeur quelque 66 milliards d'euros en un an, pour atteindre 330 milliards d'euros au total, principalement en « biens professionnels » (39%) et en « actifs financiers » (28%), ceux là même que le travail des smicards notamment, leur permet d'accumuler.

Souvenons-nous aussi que 4758, c'est, en années de SMIC net, la fortune du moins riche des 500 plus fortunés classés par Challenges, soit 64 millions d'euros.

Le gouvernement est enfermé dans sa logique dévastatrice de baisse du coût du travail et de défense des profits des entreprises qu'il confond avec leur compétitivité. Il fait semblant d'oublier que les entreprises sont exonérées de cotisations sociales patronales pour les salaires versés au SMIC. Des années d'austérité montrent pourtant que cette politique est un cercle vicieux.

Un SMIC à 1700€ c'est possible !

Nous proposons de remonter le salaire de chaque premier échelon des grilles de classification des différentes branches du public et du privé. Au total la hausse du SMIC brut à 1700€ représenterait un effort salarial compris entre 60 et 81 milliards d'euros par an. Un montant qui peut paraître énorme mais qui se retrouvera dans le circuit économique, notamment au travers de la consommation, principal moteur de la croissance tricolore

Lunettes : « La vente sur Internet, une fausse bonne idée »

Dans la suite du rapport de la commission des comptes sur la sécurité sociale, le gouvernement présente la perspective de la vente sur Internet comme la solution à l'augmentation des prix. C'est une fausse bonne idée !

L'autorisation de la vente sur Internet risque d'être la porte ouverte à une plus grande déréglementation. Il faut préciser que les frais d'optique ne sont qu'une très faible part des dépenses de la sécurité sociale. Par contre, les frais d'optique sont une des réalités du renoncement aux soins qui ne cesse d'augmenter. L'optique est une prescription médicale.

Pour ce qui nous concerne, le PCF et ses partenaires du Front de gauche se prononcent pour un pôle public du médicament et des dispositifs médicaux dans un sens large. Il faut une entreprise publique de la recherche, de la fabrication et de la distribution des médicaments et des dispositifs médicaux.

Il est pour cela nécessaire de s'attaquer aux profits des grands groupes dans le domaine de la santé comme dans les autres secteurs d'activité.

Étiquetage de l'origine : la reculade

<http://andrechassaigne.over-blog.com/article-etiquetage-de-l-origine-la-reculade-121658312.html>

Dix mois après l'affaire de la viande cheval dans les produits transformés à base de bœuf, l'exigence des consommateurs et des agriculteurs de connaître l'origine du contenu de nos assiettes est-elle en passe d'être enterrée ? La semaine dernière, cette question a occupé une large place dans les débats en deuxième lecture sur le projet de loi relatif à la consommation à l'Assemblée nationale. Avec l'adoption par le Sénat de plusieurs des amendements initiés par les parlementaires du Front de Gauche, le texte qui nous était présenté intégrait une avancée considérable : l'obligation de l'étiquetage de l'origine de tous les produits agricoles et alimentaires, en commençant par la viande. Mais cette avancée a été quasiment vidée de son contenu. Comment ? Par un simple renvoi à l'arbitrage de la Commission européenne, dès lors que nos bons commissaires auront déclaré cette obligation « compatible avec le droit de l'Union européenne ».

Le volontarisme de la France est donc sérieusement remis en question. Alors que des négociations européennes avaient été ouvertes, les commissaires européens ont sans aucun doute été sensibles au vent des intérêts financiers du secteur de la distribution et des traders de l'alimentaire soufflant sur leurs têtes. Ainsi, la remise d'un premier rapport sur l'étiquetage de l'origine de la viande a été reportée. Quant aux propositions qui devaient suivre, elles ne sont plus à l'ordre du jour de la Commission.

La « crise du cheval » ne faisant plus la une des médias, assistons-nous à un enterrement de première classe ? Le peu de transparence concernant les échanges en cours au niveau européen sur ce sujet nous fait craindre le pire. Les commissaires pourraient ainsi finir par produire des propositions à minima, comme celle qui consisterait à un simple étiquetage volontaire. Ce serait aussi désastreux pour l'image de l'Europe que pour la santé et l'information des consommateurs. Cela me rappelle la tournure des débats que nous avons eus sur le projet de loi sur les OGM et le fameux amendement n°252, appelé « amendement Chassaing », que j'avais fait adopter et qui, en fait, était soumis, pour être effectif, à une définition européenne ! Attendre... Toujours attendre que la Commission européenne donne un feu vert qu'elle a bien du mal à donner !

Aussi, j'ai voulu solennellement, au cours du débat sur l'article 4 de ce projet de loi, mettre la Commission devant ses responsabilités, en inscrivant dans notre législation cette obligation d'étiquetage, sans renvoi à un quelconque arbitrage européen. C'est en toute conscience de l'importance et de la portée de ces dispositions que j'ai ainsi souhaité que la représentation nationale fasse un choix de clarté et de respect des consommateurs et des agriculteurs français. Je n'ai pas été suivi par le Gouvernement et la majorité socialiste. Pourtant, je reste persuadé que nous ne pouvons plus nous arrêter là où la Commission souhaite que nous nous arrêtons. Nous ne pouvons pas légiférer en nous soumettant systématiquement aux bonnes grâces des technocrates libéraux de Bruxelles, qui placent dans leur hiérarchie des valeurs la concurrence libre et non faussée bien au-dessus de la juste information des consommateurs et de la juste rémunération des producteurs agricoles. Ne nous arrêtons pas en chemin ! Que la France ait enfin le courage de bousculer la Commission européenne en faisant de cette obligation une question d'intérêt général.

Victoire en commission culture et éducation contre une tentative de réécriture de l'histoire

Communiqué de presse de Marie-Christine Vergiat, notre députée européenne Front de Gauche - Bruxelles 17/12/2013

Le 17 décembre dernier, le rapport de Marek MIGALSKI sur la Mémoire historique dans l'éducation et la culture au sein de l'Union Européenne a été rejeté en Commission de la culture et de l'éducation (11 pour, 13 contre et 4 abstentions). Ce projet de rapport, comme d'autres, correspond à une tentative de réécriture de l'histoire par certains députés. Cette forme de révisionnisme sévit déjà dans certains États membres où on assiste à une réhabilitation des régimes qui ont collaboré avec le nazisme et à une tentative de criminalisation des partis communistes d'aujourd'hui

Ce projet de rapport tentait de franchir une nouvelle étape en ne considérant l'histoire de l'Europe qu'après la Seconde Guerre Mondiale et en la ramenant à ses seules "valeurs judéo-chrétiennes". En assimilant nazisme, stalinisme et communisme – fut-il qualifié de "totalitaire" – ce qui amenait à banaliser le nazisme et son idéologie génocidaire. C'est aussi une insulte à la mémoire des communistes et de tous les démocrates qui se sont battus contre le nazisme en le payant y compris de leur vie.

Ce n'est pas la vision de l'histoire qui est portée par la communauté universitaire et notamment les historiens.

Les députés de la GUE-NGL refusent cette approche de l'histoire car ils refusent que les politiques cherchent à écrire l'Histoire.

Enfin, nous n'acceptons pas l'assimilation faite entre l'histoire du continent européen et celle de la construction de l'UE.

Nous avons voté contre ce rapport car nous défendons :

- la diversité et le respect des différentes cultures et peuples qui constituent l'Europe,
- une histoire européenne qui respecte cette diversité, qui n'oculte aucun des régimes totalitaires qui ont sévi en Europe et qui prend également en compte la passé colonial,
- la séparation entre le travail politique et celui des historiens et chercheurs,
- les principes démocratiques qui incluent le débat et la possibilité d'une vision critique de l'UE, de sa construction et de son histoire.

Je me félicite de cette décision par laquelle les députés ont exprimé leur volonté de refuser de soutenir une vision tronquée de l'histoire, qui aurait amené à une véritable dérive.

La droite et l'extrême-droite du Parlement européen coalisées contre les droits des femmes

<http://www.patrick-le-hyarcic.eu/la-droite-et-lextreme-droite-du-parlement-europeen-coalisees-contre-les-droits-des-femmes/>

Ce mardi 10 décembre la droite du Parlement a utilisé toutes les manœuvres et pesé de tout son poids contre un rapport en faveur du droit des femmes à disposer de leurs corps. Déjà en octobre elle avait fait renvoyer le rapport de Mme Edith Estrela qui avait été sérieusement édulcoré avant de revenir en réunion plénière du Parlement européen.

En cause, le contenu de ce rapport qui défendait entre autres l'avortement et les moyens modernes de contraceptions; une éducation sexuelle non-discriminatoire; le travail des réseaux de planning familial; et les droits des homosexuels, lesbiennes et transgenres.

Ces domaines restant de la compétence des États, le rapport se contentait de donner la position du Parlement européen en faveur de ces droits, contre les discriminations et pour une meilleure protection des droits sexuels et génésiques (les droits concernant la reproduction) des femmes.

Il contenait également des éléments de prudence comme sur la gestation pour autrui dans laquelle il voyait une possible marchandisation du corps.

Il n'en a pas fallu plus pour que la droite du Parlement européen et ses éléments les plus conservateurs, avec l'extrême-droite de Le Pen et de Gollnisch, se déchaînent en utilisant toutes les règles de procédures pour retarder, puis pour faire tomber ce rapport.

Au final c'est par un vote frontal par 334 voix contre 327 et 35 abstentions, que la frange réactionnaire du Parlement européen a fait adopter à la place du rapport Estrela un autre texte rappelant juste que ce domaine reste de la compétence des États. Ainsi, une majorité des députés européens ferme les yeux sur l'interdiction à l'avortement, sa criminalisation, et les multiples discriminations dont sont encore victimes les femmes.

Ce n'est pas un beau jour pour le Parlement européen !

Fin de vie : « Donner les moyens des choix affichés »

Le Comité consultatif national d'éthique a organisé, avec un panel citoyens de 18 personnes, un travail d'audition et d'échanges avec des experts présenté dans un avis rendu public. Il propose un aménagement de la loi avec le développement massif de l'accès aux soins palliatifs, l'autorisation de la sédation en phase terminale, la légitimation sous condition du suicide assisté et la création d'une exception d'euthanasie.

Le PCF réaffirme quelques points de repères de notre positionnement dans cette question qui est une affaire de conscience personnelle, mais qui ne peut être traité sans donner les moyens des choix affichés.

Il est évident que la question se pose de permettre à la personne de choisir de mettre fin à ses jours dans la dignité, lorsqu'elle le désire. Il n'est, de la même manière, pas question de condamner pénalement une personne qui aurait assisté une autre personne dans cette décision pour abrégé ses souffrances. Pour autant, il ne paraît pas acceptable de dépénaliser globalement l'euthanasie. Ceci ouvrirait la porte à toutes les dérives eugénistes aux relents dramatiques.

Il y a besoin d'une réflexion autour des garanties à obtenir pour respecter les choix des individus et l'accompagnement des professionnels, et ce, sans aucune sanction.

Nous sommes pour le respect de l'humain, de la dignité tant pour les personnes soignées, pour leur famille, que pour les professionnel-le-s.

Aujourd'hui, la douleur peut être traitée. Cela passe par de réelles équipes « douleur », par de vraies consultations « douleur » avec les moyens humains, techniques et financiers.

Nous sommes pour le développement réel et concret des unités de soins palliatifs à l'échelle du pays, tant en services identifiés qu'en équipe mobile.

La politique de financement des établissements avec la T2A, la fermeture de structures de proximité vont à l'encontre de ces réponses.

Il est urgent d'accélérer les formations et la qualification des professionnel-le-s face à ces problématiques. Il est indispensable de garantir l'accès aux services de spécialités médicales et chirurgicales pour les personnes âgées.

Il faut une logique de réponse aux besoins humains plutôt qu'une logique financière, comme la porte encore la loi de financement de la sécurité sociale de 2014.

La France n'est pas blanche, masculine, hétérosexuelle...

<http://www.humanite.fr/societe/la-france-n-est-pas-blanche-masculine-heterosexuel-555460>

Peut-on laisser la laïcité être instrumentalisée dans un affrontement identitaire ravageur ?

Tribune de Pierre Dharréville, Membre de l'exécutif national du PCF, auteur de *La laïcité n'est pas ce que vous croyez* (1).

La droite s'étrangle depuis qu'elle a découvert «le» rapport qui met en cause le concept d'intégration. Une nouvelle opération islamophobie et identité nationale est donc lancée, avec son cortège d'abominations. Ainsi, il faut lire l'éditorial du Figaro du 13 décembre, pour qui «l'homme blanc et hétérosexuel pourrait bientôt être obligé, dans notre pays, de se cacher». Belle idée de la France: blanche, masculine, hétérosexuelle, hantée par une pulsion dominatrice et – on le comprend plus loin – assiégée par l'ennemi musulman.

Pierre Dharréville Rien de nouveau sous le soleil. Toujours cet affrontement identitaire ravageur, directement issu du «choc des civilisations», qui sert à diviser le peuple, à masquer l'affrontement de classes, à démanteler la République et ses valeurs qui contredisent la loi du marché. Peu leur importe s'ils la discréditent en prétendant la défendre. Pour essayer de s'attirer les suffrages populaires sans répondre aux besoins et sans partager ni le pouvoir ni les richesses, les forces réactionnaires crient à l'invasion qui nous mettrait en danger sur le plan économique et culturel. C'est pour cela que, sous couvert de laïcité –, pauvre d'elle! – puisant dans les affres du colonialisme d'antan, ils ont érigé l'islam – ou plutôt sa caricature – en symbole de l'étranger, de l'autre, de l'inacceptable, refondant une xénophobie à visage prétendument républicain.

Dans ce climat, rien d'étonnant à ce que, selon le Monde du jour suivant, l'islamophobie progresse depuis 2009. Tandis que la défiance grandit à l'égard de la République, à la fois parmi les victimes de cette islamophobie et parmi ceux qui s'en réclament. C'est l'un des visages de la crise politique et démocratique que nous traversons. Et pour tout dire, dans laquelle nous nous enfonçons. Quoi de commun entre la République et ce fantasme d'une France éternelle qui n'a jamais existé que dans l'esprit des fanatiques de la pureté nationale? Rien. C'est pourquoi le concept d'intégration, qui a succédé à celui d'assimilation, doit être fortement interrogé.

L'intégration suppose l'existence d'une communauté nationale amarrée à des règles de vie établies, une identité immobile, une histoire autonome auxquelles les nouveaux arrivants devraient s'intégrer sans la modifier de leur présence. Plus que d'identités avec les assignations à résidence qu'elles appellent, parlons de culture, parce que nous sommes des êtres en mouvement, modifiés par les rencontres et les événements, produits d'une histoire sociale. «L'homme, écrivait Marx, c'est le monde de l'homme.» Nos sociétés elles-mêmes sont aussi inscrites dans ce processus. Et Jacques Derrida: «Le propre d'une culture, c'est de ne pas être identique à elle-même.» Mais la droite – sans parler de l'extrême droite – qui prend de plus en plus ostensiblement les accents de la réaction ne veut pas ce changement, cette humanité qui s'humanise. Voilà où sont les conservateurs, toujours autant attachés à leurs privilèges et cherchant à faire partager au peuple le goût de leur conservatisme en agitant la haine de l'autre. La chose est on ne peut plus claire lorsque le Figaro reproche à la gauche sa «préférence immigrée»...

Le mythe de l'invasion, qui a accompagné le siècle, a la peau dure.

Il faut sortir de ce modèle d'intégration qu'incarne à merveille la triste formule «la France, tu l'aimes ou tu la quittes». Et cela n'est ni accepter de se faire imposer un mode de vie venu d'ailleurs comme certains en ont la hantise, ni renoncer à nos valeurs universelles, à notre désir de faire société ensemble, de faire République ensemble. Sortir de ce modèle dont l'échec est criant, c'est l'idée qui se dégage d'une certaine façon des trois cents pages documentées composant les cinq rapports issus des commandes faites par le premier ministre pour «renouveler en profondeur l'approche des questions d'intégration». Et c'est pour cela qu'ils appellent à «faire France en reconnaissant la richesse des identités multiples».

À partir de là, les auteurs préconisent de multiples pistes pour essayer de faire face à la crise du vivre ensemble. Ils préconisent par exemple la mise en place d'une «cour des comptes de l'égalité», visant à placer cette question-là au même niveau d'importance que le contrôle des comptes publics. Ils pointent, entre mille autres choses, la crispation autour du voile et ses dégâts. Le Parti communiste avait fortement critiqué ces lois estimant qu'elles ne constituaient pas une solution. N'est-il pas permis, à tout le moins, de s'interroger sur leurs effets? Mais dans ces logiques binaires où la République et la laïcité sont brandies comme des drapeaux par leurs propres adversaires, il n'est visiblement pas permis d'ouvrir le débat.

Quelle tristesse de voir le premier ministre riposter sur le registre du procès d'intention indigne qui lui serait fait parce que des hauts fonctionnaires ont osé toucher au tabou du voile. Et quelle affliction de voir le président de la République répondre à une descente d'avion que ce rapport «n'était pas du tout la position du gouvernement». Voilà une réflexion intéressante comme on en a vu trop peu ces vingt dernières années, fruit d'un travail d'auditions et de réflexion mené par des fonctionnaires courageux, hors des sentiers battus de la pensée dominante. Et il faudrait le jeter aux oubliettes!

Sans pour autant verser dans les polémiques – version petit bout de la lorgnette – n'enterrons pas ce rapport et discutons-en. La gauche doit affronter ce débat et non l'esquiver. Nous touchons là à des questions fondamentales, celle du racisme et de la lutte contre les discriminations, celle de l'égalité de droits, celle de la République, celle du pouvoir et de la souveraineté populaire – pour autant que l'on fasse peuple. Au fond, celle de la laïcité qu'ils ont tellement dénaturée ces vingt dernières années.

Autant de questions qui nous ramènent à ce qui animait les révolutionnaires de 1789 et les combattants de la République. Et qui nous renvoient aux combats d'aujourd'hui contre cette austérité et ce système qui tiennent toute une partie de la population dans une zone de relégation, en expliquant à une partie d'entre eux qu'au fond, ils doivent cela à leur religion ou supposée religion. Ces dernières décennies, des logiques dévastatrices ont accru les cassures dans la société française et cette crispation identitaire. Sortons ensemble de l'affrontement identitaire et donc de cette logique d'intégration.

Il est temps de rompre avec la République des hommes blancs hétérosexuels pour en venir à la République des égales et des égaux. C'est tout l'enjeu du combat laïque de notre temps.

(1) Éditions de l'Atelier-La Marseillaise, 2013, 144 pages, 16 euros.

ASSEMBLE PLENIERE REGIONALE

le 18, 19 et 20 décembre 2013 BUDGET PRIMITIF 2014

Intervention de Gilles RAVACHE Groupe Front de Gauche :
Communistes, Parti de Gauche, Gauche Unitaire et partenaires
Vote Équilibre Général du BP 2014

Monsieur le Président, Monsieur le rapporteur du budget,
Mesdames, Messieurs, Chers collègues,

Le groupe Front de gauche a abordé la préparation du budget régional 2014 avec la volonté d'être utile et efficace au service des rhônalpins et rhônalpines et particulièrement celles et ceux les plus en difficulté. En effet une grande majorité de rhônalpins comme des Français subit durement la crise actuelle du capitalisme financier mondialisé. Ai-je besoin d'insister sur ses conséquences sociales ? Plus de salariés victimes du chômage, plus de personnes victimes de la pauvreté, plus d'inégalités, plus de discriminations ...

La politique d'austérité menée par le gouvernement socialiste et écologiste ne fait qu'aggraver ces difficultés. Pourtant les électeurs de gauche ont voté il y a un an et demi pour que ces difficultés soient réduites. Hier les Restaurants du Cœur ont confirmé avoir battu le triste record d'un million de personnes qui sont nourries par ses soins.

Comme le souligne l'Insee en ces années de crise les inégalités se creusent en Rhône-Alpes, le revenu des 10% les plus pauvres a baissé de 2,2% tandis que le revenu des 10% les plus riches a progressé de 1,8% et là où les écarts étaient les plus grands ils se sont encore plus creusés. Ainsi en Haute-Savoie les plus pauvres ont perdu 3,4% tandis que les plus riches ont gagné plus 3,3%. La persistance de ces graves difficultés sociales alimente des sentiments d'abandon et l'impression que les institutions publiques sont sourdes aux besoins et aux demandes sociales. La crise sociale et économique se double ainsi d'une crise politique profonde. Dans ces circonstances nous avons refusé que les rhônalpins et rhônalpines soient victimes d'une sorte de triple peine : premièrement la crise sociale, deuxièmement l'austérité du gouvernement Hollande et troisièmement la défaillance de la région. Nous nous sommes donc efforcés de pousser à ce que la Région se place résolument aux côtés de nos concitoyens qui en ont le plus besoin.

La baisse des dotations et la stagnation des recettes fiscales auraient pu conduire à des coupes dans nos budgets, au détriment de ces rhônalpins et rhônalpines les plus fragiles. Un temps il fut demandé une baisse généralisée de 5%. Aujourd'hui nous aboutissons à un budget équivalent à celui de 2013. Les dépenses d'intervention augmentent de 50 millions.

Nous arrivons à ce résultat parce que, contre vents et marées, le groupe Front de gauche a travaillé d'arrache-pied pour convaincre au sein de la majorité régionale. Depuis 9 ans que nous dirigeons cette région jamais nous n'avons autant fait évoluer le projet de budget entre le début de son élaboration et le moment de son adoption. Nous aboutissons à ce que pour les rhônalpins et rhônalpines qui en ont le plus grand besoin la région répond présent.

Ainsi le budget de fonctionnement des lycées permet de garantir les conditions d'étude des lycéens et de travail des enseignants et personnels. Certains plaidaient pour une baisse de 2 ou 3 millions €. Finalement ce budget augmente de 5 millions €, plus 7%. De même les moyens de la formation professionnelle et continue sont au rendez vous des rhônalpins en difficulté pour faire respecter leur droit à l'emploi. Le budget était envisagé à la baisse. Il est finalement augmenté de 17 millions, avec plus 8 millions pour la rémunération des stagiaires et plus 4 millions pour les bourses aux étudiants des formations sanitaires et sociales. Le budget de 51 millions € affecté à la rémunération des stagiaires augmente de 8 millions mais la hausse est due exclusivement à l'augmentation du nombre des chômeurs non rémunérés. Victimes du chômage de longue durée, de la pauvreté qui en découle ils sont rémunérés par la région lorsqu'ils entrent en formation. Le vice-Président Mérieux a rappelé hier que ces rémunérations ne permettent pas de subvenir à leurs besoins.

Nous veillerons à ce 2014 permette de les réévaluer. L'adoption de nos amendements pour leur apporter les aides à la restauration et l'hébergement par le biais de l'AFPA va permettre de réduire leurs difficultés. De même l'amendement adopté pour favoriser la formation des salariés précaires, les saisonniers en particulier, s'inscrit dans la même volonté de soutien aux plus fragilisés.

Le service TER est maintenu en 2014 au niveau de celui de 2013. Il aurait pu être réduit. Mais ça n'est pas le cas et le budget inscrit les moyens nécessaires pour 15 millions € supplémentaires. Cependant les contraintes budgétaires nous interdisent les améliorations du service que réclament les usagers et les comités de ligne. Et nous le regrettons.

Nous avons retenu avec satisfaction que l'ensemble des groupes de la majorité défendra l'inscription au Contrat de plan État-Région la réouverture du Lyon-Trévoux, de la rive droite du Rhône et d'autres infrastructures permettant une amélioration du service dans un délai rapproché puisque pour l'essentiel les études sont faites.

Le budget de la culture est également maintenu au niveau de 2013 ce dont nous nous félicitons tant les voix sont nombreuses pour inciter à sacrifier la culture au nom de la crise comme le fait malheureusement le budget de l'État. Toutefois nous soutenons des évolutions à l'avenir en particulier pour pérenniser le soutien aux festivals locaux dans le cadre des CDDRA.

Enfin depuis des années nous nous battons pour la revalorisation du régime indemnitaire des agents techniques des lycées, les TOS. Il a fallu assez de temps pour que nous considérions que notre opiniâtreté atteint aujourd'hui son objectif. Grâce à leur action avec l'ensemble de leurs organisations syndicales qui a conduit à l'accord signé en novembre dernier les TOS vont bénéficier d'une revalorisation de leurs indemnités de fonction dès le mois de janvier prochain, ils vont gagner en moyenne chaque mois 40 € supplémentaires et encore 40 € supplémentaires en janvier 2015. Lorsque le point d'indice bloqué depuis 4 ans conduit à une baisse du pouvoir d'achat, ce geste est le bienvenu.

Ceux qui poussent continuellement, obstinément à la baisse de la dépense publique en sont pour leurs frais si j'ose dire. Les rhônalpins auront noté que les partisans de cette austérité se recrutent du côté de l'UDC qui nous a proposé 26 amendements pour réduire le budget de 22 millions €, contre la culture, la coopération internationale, la démocratie participative, ainsi de suite. Toutefois les champions de cette austérité se recrutent du côté du Front national. Il nous a présenté 17 amendements, tous à la baisse. Pour réduire les transports TER, réduire l'action pour la sécurisation des emplois, réduire les actions pour une culture vivante accessible à tous, supprimer les actions visant l'égalité femmes/hommes, la lutte contre les discriminations et la démocratie participative.

Heureusement pour les rhônalpins et la région ces coupes claires dans l'action régionale pour le service public, l'emploi et l'égalité ont été rejetées. Nous sommes donc parvenus à inscrire au budget les moyens en crédit de fonctionnement nécessaires aux rhônalpins. Néanmoins les contraintes budgétaires amènent à un sensible ralentissement de l'investissement. Le Plan prévisionnel pour les lycées est financé comme l'investissement dans le matériel ferroviaire mais la baisse est préjudiciable. Elle ne pourra se reproduire ces prochaines années sans mettre en péril l'avenir que la région a vocation à préparer.

Raison de plus pour que notre assemblée suive attentivement les suites que le gouvernement apportera au vœu qu'elle lui a adressé sur notre proposition. Il s'agit en effet de doter les collectivités des recettes indispensables à l'exercice de leurs missions qui relèvent pour l'essentiel du service public, de l'aménagement du territoire.

Au moment du vote, trois d'entre nous s'abstiendront pour tout à la fois apprécier les avancées obtenues, mais également regretter les restrictions budgétaires imposées par la baisse des dotations d'État, et regretter l'insuffisante réorientation des interventions régionales pour assurer l'égalité entre les territoires et la relocalisation des activités économiques.

SPECIMEN

ETAPE N°1: Récupérer toutes les pièces justificatives :	ETAPE N°2: S'inscrire sur les listes électorales :
PIECE N°1: Le formulaire d'inscription (en ligne ou à la Mairie)	MOYEN N°1: A la mairie ou par courrier
PIECE N°2: Une pièce d'identité (CI ou passeport)	MOYEN N°2: Par internet pour certaines communes
PIECE N°3: Un justificatif de domicile	MOYEN N°3: Par procuration, si impossibilité
ETAPE N°3: Voter aux municipales et aux européennes pour :	ETAPE N°4: <i>Charger ta vie !</i>
ETAPE N°5: <i>Charger ta ville !</i>	ETAPE N°6: <i>Charger ton pays !</i>

SPECIMEN



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

"VOTER EST UN DROIT, C'EST AUSSI UN DEVOIR CIVIQUE"

CARTE ÉLECTORALE

Et pour quoi faire ?

Ce document n'est pas une authentique carte électorale. Il s'agit d'un tract incluant les jeunes à aller voter pour exprimer leurs opinions et participer à la vie politique de notre pays. En aucun cas, il ne peut être utilisé pour une quelconque élection.



MINISTÈRE DE L'INTERÊT POPULAIRE
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
MOUVEMENT DES JEUNES COMMUNISTES DE FRANCE



POURQUOI VOTER ?

• On te dit que voter ne sert à rien. Que rien ne change. Plans d'austérité généralisés, chômage en hausse, augmentation des tarifs de la TaO...

Tout ces changements sont le fruit de décisions politiques, à l'échelle européenne, nationale et locale.
Si tu ne t'occupe pas de la politique, la politique s'occupe de toi !

Le vrai vote utile, c'est celui de tes intérêts !

Les élections municipales, quels enjeux pour toi ?

• Le PS et Hollande ont prôné le "vote utile" pour que le changement soit maintenant. Or, ils poursuivent la politique de l'UMP, font grimper le FN dans les sondages et enrichissent les patrons à nos dépens. **Beau bilan !**

• La politique de la ville peut changer ton quotidien : aide à l'emploi, aide aux transports, conseils de quartier... Le maire est l'élu le plus proche de toi. Choisis-le donc bien !
Voter pour ta ville, c'est d'abord voter pour toi !

Les communistes ont d'autres propositions.

- La gratuité des transports en commun pour tous,
- Des aides au permis de conduire,
- Une gestion publique de l'eau,
- Des clauses d'insertion pour l'emploi local,
- Des places réservées pour les jeunes dans les logements,
- La création de maisons municipales de santé.

Pour nourrir ces propositions, prends part au débat et construis avec nous le projet pour ta ville !

Règle d'or :

Ensemble tout devient possible. Agissons-ensemble !

Parce que voter ne suffit pas...

• Le vote n'a de sens que s'il est appliqué. Après les municipales, agis pour que ton vote soit concrétisé !

• Le PCF et la JC organisent les individus dans leurs villes pour lutter contre le système capitaliste qui crée inégalités, précarité et injustices.

Rajoinz-nous !
PCF

« HONTE à M. ONFRAY » Lettre ouverte de M. Léon LANDINI, ancien résistant FTP-MOI

http://www.editoweb.eu/nicolas_maury/HONTE-a-M-ONFRAY-Lettre-ouverte-de-M-Leon-LANDINI-ancien-resistant-FTP-MOI_a7156.html

Lundi 16 Décembre 2013

Lettre ouverte pour Ardisson, Société de production de l'émission (salut les terriens) du 2 mars dernier où était invité Michel Onfray

Monsieur,

C'est avec retard que nous avons pris connaissance de votre émission, dans laquelle vous permettez au sieur Onfray, de vomir son anticommunisme, mettant en cause les FTP-MOI (Franc-Tireur et Partisans de la Main d'Œuvre Immigrée) et en offensant les communistes que nous sommes.

Cet individu, affirme que les communistes français (dont les FTP-MOI étaient un des bras armés) ne sont entrés en Résistance qu'après l'attaque allemande contre l'Union Soviétique et que pendant deux ans ils ont collaboré avec les nazis et qu'ils étaient anti-juifs. Et cette crapule ose ajouter : « Nous leur accorderons tout de même le bénéfice du doute sur les horreurs de la Shoah. En avaient-ils connaissance ? Les idolâtres les plus fanatisés vous diront que non ».

Oser prétendre, comme il l'a dit, que peu ou prou nous aurions participé à la Shoah, relève de la diffamation. Il est intolérable que vous rendiez ces vilénies publiques et cela ne vous honore pas de permettre à cet histrion de se donner en spectacle dans votre émission.

Pendant la guerre, même les collaborateurs les plus pourris n'ont jamais accusé les communistes et les FTP-MOI d'être anti-juifs, bien au contraire, ils nous désignaient sous l'appellation de judéo-communistes. D'après Onfray, ceux qui nieraient ses fausses révélations ne seraient que « des idolâtres les plus fanatisés ». En ce qui nous concerne, nous anciens FTP-MOI faisons partie de « ces fanatisés là » qu'il ait donc le courage de venir raconter ces saloperies dans une de nos réunions et il pourra constater à loisir que des vieillards fanatisés de 90 ans seront encore capables de lui faire avaler ces insanités.

Il convient de rappeler, que les combattants FTP-MOI des bataillons Carmagnole-Liberté (unité que des historiens désignent aujourd'hui comme « Le fer de lance de la Résistance armée française») ont été créés à l'initiative du Parti Communiste.

Les premiers engagés dans ces unités étaient des anciens des Brigades Internationales en Espagne et la majorité des dirigeants de la M.O.I. ainsi qu'une partie de ses combattants étaient d'origine juive, comme le prouve le nom des fusillés de l'Affiche Rouge. Dans les cinq premiers créateurs de Carmagnole, il y avait trois anciens des Brigades Internationales, mais tous les cinq étaient d'origine juive. Nous accuser de porter une part de responsabilité dans la Shoah, c'est nous accuser d'avoir participé à la déportation de nos propres familles, car à la libération combien d'entre nous se sont retrouvés tout seuls, leurs familles ayant totalement disparu dans les fours crématoires d'Auschwitz. Ces affirmations sont innommables et tous les mots orduriers figurant sur les dictionnaires sont encore faibles pour dire ce que nous pensons de votre hôte parasite.

Afin que vous sachiez, afin que vous connaissiez les falsifications historiques et les vilénies que vous avez permis de rendre publiques à l'odieux Onfray, nous allons vous démontrer par des preuves incontestables, que les communistes sont entrés les premiers en Résistance contre les nazis. Oui ! Nous disons bien les premiers ! Et ci-dessous nous allons vous le démontrer.

Voici quelques unes des prises de position et d'opérations militaires effectuées bien avant l'attaque avant l'attaque contre l'Union Soviétique. Commençons par le début.

Dès 1936 beaucoup de communistes Français à l'appel de leur Parti, s'engagèrent comme volontaires dans les Brigades Internationales afin de porter secours au peuple espagnol agressé par le général Franco, qui s'était insurgé contre son propre gouvernement. Ce général renégat, était aidé dans ses combats contre la République espagnole, par les nazis et les fascistes italiens venus lui prêter main forte.

Bien des années après, le gouvernement français reconnaissait que ceux qui s'étaient engagés et battus dans les Brigades Internationales, n'avaient pas seulement combattu pour défendre la République espagnole, mais qu'ils avaient également été les premiers à prendre les armes pour la défense de la liberté de notre pays. En reconnaissance des services rendus à leur Patrie, le gouvernement Français leur a attribué la Carte de Combattant. Le 6 Juin 1940 : Le Parti Communiste Français, charge le philosophe Georges Politzer (qui sera fusillé par les nazis) de remettre au ministre Anatole de Monzie un texte en cinq points rédigé par Benoît Frachon. Le dernier point est ainsi libellé : « Il faut armer le peuple et faire de Paris une citadelle inexpugnable ».

Il s'agit en fait du premier appel à la Résistance ouverte alors que la France n'a pas encore été envahie. On retrouve l'esprit et parfois la lettre de ce texte dans les tracts clandestins qui seront plus tard diffusés par les militants communistes. (Il en existe des exemplaires au Musée de la Résistance Nationale à Champigny). Le 16 juin 1940 Les communistes brestois constituent leur premier dépôt d'armes au Bouguen, provenant d'armes abandonnées par l'armée anglaise. Le 17 juin 1940 : Charles Tillon, Responsable National du PCF et futur commandant en chef de tous les Francs-Tireurs et Partisans (FTP) était chargé par la direction du PCF, de réorganiser le Parti Communiste dans le Sud-ouest après les nombreuses arrestations, opérées dans les rangs de PCF. Il lance, un véritable appel à la résistance contre le fascisme hitlérien. Voici quelques phrases de cet appel : « Mais le peuple français ne veut pas d'esclavage, de la misère et du fascisme Nous sommes pour un gouvernement, rétablissant la légalité du Parti Communiste, luttant contre le fascisme hitlérien. Nous sommes le nombre nous seront la force.

Peuple des usines, des champs, des magasins et des bureaux, commerçants, artisans et intellectuels, soldats, marins et aviateurs encore sous les armes, unissez vous dans l'action ».

Il s'agit bien là du premier véritable appel à la résistance contre le fascisme hitlérien lancé après l'occupation de notre pays. Il est utile d'ajouter que des milliers de tracts reproduisant cet appel, furent distribués dans les rues de Bordeaux par des militants communistes. En Juillet 1940 : A Nantes une famille d'instituteurs communistes nommée Leroy, a saboté une centrale électrique et participé à une distribution de tracts appelant à la Résistance.

Le 10 juillet 1940 : L'appel de Maurice Thorez et de Jacques Duclos déclare : « Un peuple comme le nôtre ne sera jamais un peuple d'esclaves ». En août 1940 : « Dans le Nord, les communistes, Eusebio Ferrari, les frères Martel, les frères Camphin, Debarge et quelques autres incendient plusieurs véhicules de l'armée d'occupation et font sauter un train allemand ». Le 29 septembre 1940 Le commissaire central du département, adresse un rapport au préfet de l'Aube : « Activité du Parti Communiste, j'ai l'honneur de vous signaler que le Parti Communiste aurait organisé le ramassage sur tout le territoire des armes abandonnées par l'armée française pour en constituer des dépôts clandestins ».

Le 5 octobre 1940 Un rapport de Vichy fait état : « Que le communisme est devenu le symbole de l'indépendance nationale par contraste avec la résignation générale. Octobre 1940 Le SS Sturmbahrführer Karl Bomelburg, chef de la Gestapo à Paris, signale à ses supérieurs le danger important auquel l'occupant est confronté : « Quoiqu'interdit le Parti Communiste est le seul des anciens Partis qui déploie encore une forte activité ».

Le 30 octobre 1940 : L'O.S. (l'Organisation Spéciale du Parti communiste) qui combattait déjà depuis quelques temps contre les occupants, a été officiellement homologuée « Unité Combattante le 30 octobre 1940 » par le ministère des Armées Françaises.

Ces groupes spéciaux, constitués par le PCF en 1939, pour la protection des militants communistes recherchés par la police de Vichy, étaient des hommes aguerris, beaucoup avaient servi dans les Brigades Internationales en Espagne.

Parmi les premiers animateurs de l'O.S. se distingueront des hommes qui paieront de leur vie la gloire des premières opérations militaires contre l'occupant. La liste des survivants artisans de l'O.S. est moins longue que celle des morts. Tous fusillés en 1941 et 1942. Novembre 1940 : « Julien Hapiot, dirigeant communiste dans le Nord et Georges Capel incendient un parc automobile Allemand ». Le 4 décembre 1940 : « Roger Landini, dirigeant des jeunesses communistes dans le Var, avec ses camarades a fait dérailler en gare de Fréjus-Plage, un train chargé de produits alimentaires destinés à l'Allemagne ». Le même mois : Eusebio Ferrari et Félicien Joly font sauter un train allemand et dynamitent la génératrice et la station de Bénory-Cumichy Le 11 décembre 1940 Au sud-est de Dijon, les groupes de l'O.S. dirigés par Jean Mahon, Chalon et Grillot, font dérailler un train de marchandises partant pour l'Allemagne. Le 10 mars 1941, un groupe de l'O.S. abat trois soldats allemands au port de commerce de Brest. Le 30 avril 1941 un sous officier allemand est abattu à Langersart dans le Nord par le groupe de l'O.S. d'Eusebio Ferrari. Le premier mai 1941 les groupes de l'O.S. sont dissous et remplacé ce même jour par les FTPF et les FTP-MOI, qui eux ont officiellement été homologués « Unité Combattante » à partir de ce premier mai 1941, par le ministère des armées.

Début mai 1941 A nouveau le groupe d'Eusebio Ferrari abat des soldats hitlériens à Langersart.

Toujours en mai 1941 les FTP détruisent un parc à voitures allemand à Saint-Dié dans les Vosges.

Fin mai début juin 1941 Déclenchement de la grande grève des mineurs. Grève organisée par les communistes : Auguste Lecœur, Michel Brûlé, Julien Hapiot, Charles Debarge. Dans le Pas-de-Calais cette grève rassemble 100 000 mineurs et prive les nazis d'une importante quantité de charbon. Le 26 mai 1941 Dans un numéro illégal de L'HUMANITE on peut lire : « Abat l'antisémitisme ! ».

Et ce ne sont là que quelques-unes des multiples actions menées par les communistes. Ces quelques exemples démontrent que les communistes, contrairement à ce qu'affirme Onfray n'ont pas attendu l'attaque contre l'Union Soviétique pour prendre les armes contre les nazis et les fascistes.

Au sujet de la scandaleuse calomnie à l'encontre de Guy Môquet, voici quelques documents prouvant le contraire de ce qu'a écrit Onfray : Le 30 mars 1939, sous le titre : « La dernière chance de la paix », Maurice Thorez, Secrétaire général du Parti Communiste Français écrit dans « l'Humanité » : « Le fascisme c'est la guerre. La marche des événements depuis quelques années confirme absolument cette vérité première ... Que faire devant la menace ? Sinon unir, sinon unir tous les peuples de bonne volonté et en premier lieu la France, l'Angleterre, l'Union soviétique et par delà l'océan les États-Unis d'Amérique ? ». Ces phrases furent déterminantes dans l'attitude à avoir pour tous les communistes, Il fallait s'unir et combattre le fascisme.

Guy Môquet. Son père député communiste fut arrêté en octobre 1939. Cette arrestation est un événement marquant qui renforce l'ardeur militante de Guy. Avec l'occupation de Paris et l'instauration du gouvernement de Vichy, Guy déploie une grande activité pour coller des « papillons » et distribuer des tracts qui reflètent la ligne politique de son Parti. La ligne étant celle qu'avait définie Maurice Thorez et Jacques Duclos, il fallait se battre contre le nazisme et le fascisme et ses vils serviteurs du gouvernement de Vichy.

Les diffamations du répugnant Onfray prouvent que Guy Môquet et ses camarades ne pouvaient qu'avoir appliqué les directives de la direction de leur Parti et prétendre autre chose comme il le fait, relève de la salissure volontaire d'une des figures les plus emblématiques de la résistance française.

Notre lettre aura eu entre autre comme tâche de vous démontrer qu'Onfray n'est qu'un vulgaire falsificateur et que par ses calomnies il porte atteinte à tout le monde de la Résistance. Vous devriez à l'avenir choisir un peu mieux les personnes que vous présentez car nous sommes contraints de penser que vous partagez leurs avis en les présentant avec tant d'égards.

Conclusion : Onfray n'est qu'un salopard*. Cela n'est pas une insulte mais une constatation.

*Salopard, la définition de ce mot donnée par le dictionnaire Larousse est la suivante : « Salopard – Individu sans scrupule qui agit envers autrui d'une façon ignoble ».

Léon Landini

Président de l'Amicale des Anciens FTP-MOI des Bataillons Carmagnole-Liberté Officier de la Légion d'Honneur – Médaille de la Résistance – Grand Mutilé de Guerre (suite aux tortures endurées pendant son internement) membre du Comité d'Honneur du Musée de la Résistance Nationale de Champigny. Ces communistes. (Il en existe des exemplaires au Musée de la Résistance Nationale à Champigny).

Les services archéologiques du ministère doivent être urgemment renforcés (FDG)

Depuis le 17 janvier 2001, à l'initiative de Michel Duffour, à l'époque secrétaire d'état au Patrimoine et à la décentralisation culturelle, la France est dotée d'une loi sur l'archéologie préventive, qui permet d'effectuer plus de 80 % des découvertes archéologiques de notre pays. Cette loi mettait ainsi un terme à des décennies de destruction du patrimoine archéologique se traduisant par la disparition de milliers de sites. Elle mettait fin aussi à la précarité des contractuel-le-s de l'archéologie en créant l'Institut national de recherches archéologiques (INRAP), lequel emploie actuellement 2 000 archéologues.

En 2003, le gouvernement Raffarin a gravement remis en cause cette loi.

Son démantèlement a consisté à ouvrir un « marché » de l'archéologie préventive, en plafonnant autoritairement les effectifs de l'Inrap et en favorisant la création et le développement de firmes commerciales privées d'archéologie. Certaines de ces entreprises pratiquent activement le dumping social et scientifique, quelles que soient la compétence et la bonne volonté de leurs employé-e-s, pour la plupart des étudiant-e-s formé-e-s en archéologie, à qui les emplois publics sont de plus en plus fermés. En juin 2012, la Ministre de la Culture avait promis de remettre à plat le dispositif. Mais le processus s'est peu à peu enlisé, et il a fallu la journée de grèves et de mobilisation du 19 novembre dernier pour qu'il soit relancé. Il est temps que change cette situation profondément nocive pour notre patrimoine culturel et pour la recherche scientifique.

Ce n'est plus aux aménageurs, comme aujourd'hui, mais aux services archéologiques du ministère de la Culture que doit revenir le choix de ceux qui réaliseront les fouilles sur un projet de construction. Ces services du ministère, dont le contrôle est essentiel, doivent être urgemment renforcés. Ce plan ambitieux de développement de l'emploi public doit inclure l'Inrap et les services archéologiques des collectivités territoriales sans oublier les salarié-e-s du privé, les un-e-s et les autres ne pouvant plus faire les frais de cette concurrence stupide et délétère.

Pour le Front de gauche Culture,
Parti Communiste Français,

Union bancaire: contraire aux besoins humains !

<http://www.patrick-le-hyarc.eu/union-bancaire-contraire-aux-besoins-humains/>

Après de longues tractations les ministres européens des finances ont conclu un accord sur un système européen de résolution des crises bancaires. Ce système est présenté comme un outil devant apporter un cadre de résolution des crises bancaires européennes. Le mécanisme mis en place ne s'attaque en rien aux causes de la crise européenne et n'empêchera pas de futures crises bancaires car elle ne s'attaque pas au fonctionnement des banques dominé par la spéculation.

Une supervision unique qui renforce le rôle d'une BCE non-démocratique

L'Union bancaire lancée par le Conseil européen de juillet 2012 se donnait 4 objectifs: la création d'un superviseur unique européen des banques, le mécanisme de résolution des crises bancaires, et une garantie des dépôts.

Le superviseur unique est la banque centrale européenne. Elle contrôlera 128 banques sur les 6000 existantes dans la zone euro. L'Allemagne imposant une fois de plus ses exigences et refusant le contrôle de ses banques régionales dont on ignore encore à quel point la crise les ont fragilisées.

Confier encore plus de pouvoir à la BCE, revient à renforcer les orientations a-démocratique de l'actuelle construction européenne. En effet aucune décision n'a été prise pour placer cette même banque centrale sous le contrôle politique des gouvernements et des parlements.

La restructuration des banques chypriotes prise comme exemple

La réunion du Conseil européen ayant validé ce projet, nous pouvons considérer que nous entrons dans une nouvelle étape d'intégration. En effet, si la supervision européenne détecte une faiblesse dans les établissements financiers: un mécanisme européen de résolution des crises bancaires.

Or, jusqu'alors ce sont les autorités bancaires nationales qui décidaient si une banque devait être refinancée et donc sauvée ou restructurée -souvent au frais du contribuable. Le seul cas où l'Union européenne fut à la commande de telles restructurations, fut à Chypre, avec une restructuration violente. Il s'agit donc d'un transfert de souveraineté conséquent.

C'est pourtant l'exemple chypriote qui sert de référence. Puisque les mêmes recettes sont prévues en cas de restructurations: d'abord une ponction des actionnaires les plus récents et des déposants (à Chypre ce sont les dépôts de plus de 100 000 euros qui ont été taxés à 6%); ensuite un appel aux fonds nationaux qui vont être mis en place; et uniquement en dernier recours un appel aux fonds européens. La solidarité européenne promise est donc loin puisqu'elle n'est possible qu'en dernier recours une fois les capacités financières nationales utilisées.

Des fonds de résolution trop complexes et pas assez dotés par les banques

La création des fonds de résolution nationaux, qui fusionneront dans 10 ans dans un fonds unique européen pose plusieurs questions:

D'abord sur la méthode: ces fonds nationaux alimentés par les banques visent à couvrir l'équivalent de 1% des dépôts européens, soit entre 55 et 60 milliards en tout. Mais ils n'atteindront cet objectif que dans 10 ans, pendant cette période les Banques contribueront chaque année pour 10% de cette somme et ce sont encore les États qui combleront si nécessaire.

Le déblocage de ces fonds doit de plus passer par une procédure kafkaïenne: d'abord la BCE décèle un problème. Ensuite elle en informe un comité de résolution composé des autorités nationales de résolution. Suit une adoption avec des règles de majorité différentes selon les fonds demandés. Puis la décision doit être validée par la Commission puis le Conseil; avant de revenir aux autorités nationales qui doivent appliquer la décision. On imagine mal ce type de décision pris en un

week-end comme c'est pourtant nécessaire en situation de crise.

Enfin sur l'enveloppe même de ces fonds de résolution. Afin de ne pas brusquer les banques on se limite à la portion congrue et en l'étalant sur 10 ans. Ce mécanisme ne survit pas à un simple examen des chiffres: le sauvetage des banques espagnoles a demandé 40 milliards de prêts supplémentaires à l'État Espagnol. Celui des banques grecques 40 autres milliards et la seule Banque Anglo Irish avait besoin de 30 milliards, ce qui a placé l'Irlande sous la supervision de la troïka en échange de cet argent. On estime que c'est 473 milliards d'euros en seul capital qui ont été injectés dans les banques depuis 2008.

Cet argent est dans la plupart des cas remboursé avec intérêts, comme ce fut le pour les prêts accordés par l'État français à ses banques. Mais les exemples espagnols et irlandais montrent qu'arrivés aux pires moments ces crises bancaires peuvent faire plonger un État. Les 55 milliards annoncés dans 10 ans ne sont qu'une petite goutte d'eau dans le grand océan des bilans des banques dont il n'est pas rare qu'ils atteignent 1500 voir plus de 2000 milliards d'euros. Ceci ne peut dès lors répondre ni dans 10 ans et encore moins maintenant au moindre choc bancaire. C'est finalement la contribution des banques qui est fixée pour les 10 années à venir alors que les États se chargeront eux du reste.

Une évaluation des banques qui va pousser les États vers les prêts conditionnés aux reculs sociaux.

Ces nouveaux mécanismes étant donc dépourvu de moyens, se pose donc une question simple: qui va payer la prochaine crise bancaire? Les États !! Mais avec une nouveauté. Avec la crise de la dette les États ont vu leur capacité d'emprunts sérieusement limitée, et ils se sont de plus en plus régulièrement tournés vers les instruments européens de « solidarité » Le premier de ceux-ci étant le MES, le Mécanisme européen de stabilité doté lui de 500 milliards d'euros de garanties. Mais toute « aide » de ce fonds est conditionnée à un programme de politiques économiques tels que ceux imposés par la Troïka.

En l'absence d'une vraie solidarité européenne bancaire c'est donc toujours par le MES et ses conditions définies par la BCE et la Commission que les États devront passer. La demande des pays du Nord, l'Allemagne en premier, pour des contre-réformes de flexibilisation du travail et de l'économie; de pression à la baisse des salaires, de privatisations, de recul de l'âge de la retraite.

En vérité, il n'y a pas de solution viable sans rompre avec les mécanismes actuels favorisant la spéculation financière au détriment de l'emploi et des besoins humains. Ceci implique une lutte unie pour transformer la banque centrale européenne et de disposer de solides pôles publics bancaires incluant la nationalisation d'un certain nombre de banques.

Encore un Noël rouge sang pour le peuple palestinien

Mardi soir, l'armée israélienne a procédé au bombardement de la bande de Gaza, tuant 3 Palestiniens dont une fillette de 3 ans. Cet acte barbare n'est qu'un exemple de l'oppression quotidienne vécue en Palestine par un peuple auquel l'impérialisme israélien dénie le droit à une terre, à un pays à un avenir.

Noël 2012 avait déjà été l'occasion d'un raid similaire, qui déjà avait fait plusieurs victimes.

La France doit condamner fermement ces bombardements. Au-delà de l'indignation et de la révolte provoquée par cet acte, nous demandons qu'une paix juste et durable soit établie en Palestine. La seule issue possible, la seule façon d'empêcher que de tels actes se reproduisent est l'établissement d'un État Palestinien souverain, dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale.

Ce chemin passe par la reconnaissance bilatérale par la France de la Palestine.

Le MJCF exprime toute sa condoléances aux familles des victimes et reste engagé dans sa lutte solidaire avec le peuple palestinien.

Premières victoires pour les IEP !

<http://www.jeunes-communistes.org/2013/12/19-premi%C3%A8res-victoires-iep%C2%A0-10368#.UsFP-ftuJOI>

Dans un contexte d'austérité généralisée dans les universités, les Instituts d'Études Politiques (IEP) ne font pas exception. Placés dans une situation de déficit structurel depuis plusieurs années, en raison de leur passage de la licence au master, les neuf IEP de France se trouvent tous en cette fin d'année 2013 sur le fil du rasoir.

Partout, les conséquences de l'austérité prônée par la ministre Fioraso se font déjà sentir : locaux dégradés, non-respect des normes de sécurité, baisse du nombre d'heures de cours, dysfonctionnements administratifs... tout cela pour un diplôme dévalué à la sortie. Mais les directions d'établissements ont beau procéder sagement à toutes les coupes budgétaires imposées par le désengagement de l'État (dotation globale de fonctionnement en baisse de 5% chaque année), cela ne suffit pas, et le ministère en veut toujours plus.

Étouffés financièrement, les IEP se tournent donc vers la solution de facilité : l'augmentation des frais d'inscription (qui ne sont pas encadrés légalement comme ceux des universités). A Paris, la hausse sera de 3% en moyenne, à Toulouse de 50% dès 2014, et à Grenoble de 40% pour les nouveaux entrants !

Face à ces situations, les étudiants ne se résignent pas. Aux côtés des étudiants communistes, ils se mobilisent contre les budgets d'austérité, et portent des revendications simples : ils exigent de pouvoir étudier dans de bonnes conditions sans se ruiner. Et on compte déjà plusieurs victoires : à Toulouse et à Lille, les conseils d'administration ont voté des motions demandant un réinvestissement public, à Grenoble et à Paris ils ont été envahis, empêchant parfois le vote des budgets d'austérité et la hausse des frais d'inscription !

Pour éviter le naufrage financier des IEP et ses lourdes conséquences sur des milliers d'étudiants, la solution est simple. Ne tournons pas autour du pot, pas besoin d'opposer IEP et universités, ni même Paris et la province...

Dans les facs comme dans les IEP, exigeons un réinvestissement général et massif de l'État ! A l'image de l'IEP de Toulouse en 2012, battons nous pied à pied pour l'obtention de rallonges budgétaires ! Confrontée à la contestation grandissante et inévitable de sa politique, la ministre Fioraso pourrait bien être forcée de délier les cordons de sa bourse... La victoire est devant nous !

Bègles : Noël Mamère (ex-EELV) privatise la dernière entreprise du "communisme municipal"

La Société d'économie mixte de logement Bègles (Saemcib) passera le 20 janvier aux mains de Vilogia, logeur social du Nord-Pas-de-Calais. La commune percevra 21 millions et demi d'euros pour ses actions et les terrains constructibles. Ainsi Bègles n'aura plus aucune maîtrise sur l'habitat social... merci M Mamère, vous êtes un grand gestionnaire de "gôche"

Annoncée depuis l'été, l'acquisition par le groupe Vilogia de la Société anonyme d'aménagement et de construction immobilière de Bègles a été conclue le 12 décembre entre la ville et le bailleur social, promoteur et aménageur nordiste.

Celui-ci acquiert comme prévu pour 16,5 millions d'euros les 83,27% du capital de la Saemcib détenu par la commune.

Il achète également pour 5 millions d'euros des terrains constructibles de la résidence de la Maye-de-Bernet, et remboursera 5 millions d'euros d'avance de trésorerie consentis ces dernières années par la commune à sa société d'économie mixte.

Lors du conseil municipal de jeudi 19 décembre, Noël Mamère, maire de Bègles et à ce titre PDG de la Saemcib, s'est félicité de cette opération, très contestée par son opposition de gauche, mais approuvée par celle de droite. Créée en 1960, la Saemcib était le dernier grand symbole du communisme municipal béglais. Vilogia doit maintenant mener à bien la fin de l'opération de rénovation urbaine et d'aménagement des Terres Neuves menée depuis dix ans autour de la Saemcib. La cession prendra effet le 20 janvier 2014.

<http://www.sudouest.fr/2013/12/20/begles-noel-mamere-privatise-la-derniere-entreprise-du-communisme-municipal-1408716-2760.php>

A voir sur l'internet

Charles Silvestre invité de "3D" sur France-Inter pour son livre "La Victoire de Jaurès" <http://bit.ly/1a3CSTI>

Notes prises à la réunion publique du 10 décembre à Annemasse avec Pierre Laurent, Jean Ziegler et Éric Bocquet : <http://gemcran.wordpress.com/2013/12/17/notes-prises-a-la-reunion-publique-du-10-decembre-laurent-ziegler-bocquet-annemasse-pcf/>

Marche pour la révolution fiscale - intervention de Pierre Laurent http://www.dailymotion.com/video/x17vb7t_marche-pour-la-revolution-fiscale-intervention-de-pierre-laurent_news

A voir et à partager, la superbe vidéo rétrospective de la Fête de l'Humanité... <http://fb.me/ZAjBTKw2>
Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent. <http://tumblr.co/ZYDRUwKodK66>

Pétitions en ligne

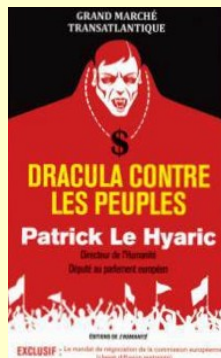
Libertés et service public en danger !

<http://www.petitionpublique.fr/?pi=P2013N45469>

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !» <http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>

Non à une intervention militaire de la France en Syrie :

<http://www.humanite.fr/non-a-une-intervention-militaire-de-la-france-en-syrie>



Nouveau livre de Patrick Le Hyaric "DRACULA CONTRE LES PEUPLES"

Le projet de « grand marché transatlantique » entre les États-Unis et l'Union européenne (UE), à l'image de Dracula, « n'aime pas la lumière ! ». Exposé au grand jour, un vampire périt.

Ce livre révèle en exclusivité le texte sur lequel la Commission européenne négocie, depuis le 6 juillet dernier, avec le gouvernement des USA, dans le secret absolu, la création d'un « marché unique transatlantique ».

La Commission européenne et le gouvernement refusent de mettre ce texte à disposition du grand public.

Dans ce livre, il est décrypté, disséqué, pour mieux en comprendre les enjeux :

— 'où vient ce projet ? Qui est à la manœuvre ?

— Au service de qui ?



A lire

L'Humanifeste du PCF "Il est grand temps de rallumer les étoiles"

Économie & Politique
Financer le progrès social





Les Voix de la Colère

NON
à la
TVVA

HOLLANDE
SARKOZY

L'exaspération monte devant cette politique injuste qui accompagne la poussée du chômage, la montée des difficultés quotidiennes. Elle est attisée par les désillusions après les élections de 2012. La «gauche» au pouvoir s'applique à cultiver la résignation, à faire oublier les mobilisations exceptionnelles de 2010 pour les retraites, pour les services publics, à accompagner les plans de suppression d'emploi en faisant accepter le déclin de l'appareil productif. Sous Hollande et Ayrault, comme sous Sarkozy et Fillon, le patronat et le capital continuent de plus belle à utiliser leur propre crise pour accélérer la casse des acquis sociaux et démocratiques, renforcer l'exploitation, mettre en péril l'avenir de la réponse aux besoins du peuple. L'Union européenne et son instrument l'euro les y aident plus que jamais.

parce que la TVA est un impôt profondément injuste. Frappant la consommation, elle frappe proportionnellement davantage les petits revenus. Les 10% de ménages les plus pauvres doivent y consacrer 11,5% de leurs revenus contre 5,9% pour les 10% de ménages les plus riches. Choix aggravant pour 2014, à côté de la hausse du taux normal de 19,6% à 20%, le pouvoir augmente le taux réduit de 7% à 10%. Or ce taux s'applique à des produits et services indispensables. Par exemple, les tarifs des transports en commun risquent d'augmenter encore de 3% (ou bien ce seront les investissements qui pâtiront).

L'augmentation des taux de TVA au 1er janvier, voulue par le gouvernement, dans la suite de son prédécesseur, est insupportable.

parce qu'elle va prélever 170 euros en moyenne sur chaque foyer, pour un total de 6,5 milliards d'euros par an.

parce qu'elle ne contribue en rien aux dépenses publiques et sociale utiles. Au contraire, le budget 2014 d'austérité organise leur diminution. Les 6,5 milliards d'euros de TVA nouvelle vont aller gonfler les caisses du patronat, en étant affectés au « crédit d'impôt compétitivité » (CICE). Alors qu'il se plaint sans arrêt des déficits publics, le gouvernement les creuse en octroyant ce cadeau, d'un montant inédit depuis 15 ans, aux entreprises. Au titre du CICE, elles recevront du budget de l'Etat 10 milliards d'euros en 2014, 20 milliards en 2015. Ces sommes compenseront 4% puis 6% des salaires qu'elles versent (en dessous de 2000 euros net). En tant que consommateurs, les salariés et leurs parents vont rembourser une partie de leurs propres salaires à leur patron. Ce dispositif est scandaleux ! Les 180 milliards d'euros d'aides publiques versées par an aux entreprises ont fait la preuve de leur inefficacité pour l'emploi mais de leur faculté à gonfler les profits. L'Union européenne du capital applaudit l'initiative du gouvernement français.
Travailleurs, révoltons-nous !

parce qu'elle s'ajoute à toutes une série de nouvelles ponctions frappant les salariés et les retraités. Ils subissent de plein fouet l'augmentation de l'électricité de 5% en juillet, 50 euros en moyenne par foyer, suivant l'envolée des tarifs du gaz. Tout cela pour préparer la concurrence et la privatisation alors qu'EDF et GDF-Suez amassent les profits. 3 millions de ménages aux revenus modestes, de veuves et de veufs notamment, sont devenus, parfois lourdement, imposables sur le revenu depuis 2011 (à la suite du gel des barèmes et de l'extinction de la demi-part accordée pour avoir élevé des enfants). La liste des prélèvements est longue : chacun fait sa dure addition !

Dans le même temps, les tenants du système s'appliquent à détourner la colère populaire vers des batailles stériles pour les salariés, vers des défouloirs électoraux aux perspectives étroitement politiciennes, vers l'extrême-droite, parti de la haine autant que de la bourgeoisie, repoussoir chargé de dévoyer les propositions de rupture, en particulier, en cette année d'élections européennes, avec l'UE et l'euro.

Des initiatives diverses se développent contre les hausses de TVA. Le PS de M. Hollande avait dénoncé la «TVA sociale» de Sarkozy mais il suit maintenant les pas. Cette bataille précise s'inscrit dans la contestation de l'ensemble de la politique du pouvoir.

L'expérience le vérifie à nouveau : toute perspective de changement ne peut partir que des luttes et de leurs convergences sur des positions de rupture, à chaque niveau.

.....
Organise ta colère, rejoins le PCF

Nom, prénom :

tél :

Adresse :

mail :

L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.

Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donspep.caissesdepots.fr/?journal=huma>



Orange : L'extrême droite meilleurs rempart contre la solidarité

<http://www.midilibre.fr/2013/12/23/orange-retire-1000-eur-aux-restos-du-coeur.800895.php>

Le maire d'Orange Jacques Bompard (Ligue du Sud) et les élus de la majorité ont adopté jeudi en conseil municipal la suppression d'une subvention de 1 000 € aux Restos du cœur car l'association ne participait plus aux réunions mensuelles au cours desquelles étaient détaillées les listes des bénéficiaires.

Une subvention exceptionnelle pourtant accordée le 25 mars

Les élus de la ville d'Orange (Vaucluse), réunis en conseil municipal autour de leur maire, ont voté la suppression de cette subvention exceptionnelle, initialement accordée le 25 mars 2013. "Depuis le mois de février 2013, les Restos du cœur ne sont plus représentés à ces réunions et ont signifié leur refus de travailler avec les associations caritatives et avec le CCAS, Centre communal d'action sociale", est-il écrit dans la délibération pour motiver la rétractation de la municipalité. "Cette rencontre permet à ces acteurs sociaux de vérifier ensemble les répartitions de l'aide alimentaire afin que les bénéficiaires puissent être servis, selon leur demande et dans leur intérêt", précise la délibération.

Les Restos veulent conserver l'anonymat des bénéficiaires

L'antenne orangeoise des Restos du cœur ne participait pas à ces rendez-vous car elle refuse de divulguer la liste de ses bénéficiaires, mais a continué à collaborer avec le CCAS, explique le responsable vauclusien de l'association, Gérard Guoin. "Nous tenons à tout prix à conserver l'anonymat des personnes que nous accueillons et notre indépendance, c'est la déontologie au niveau national des Restos du cœur", a-t-il indiqué. Gérard Guoin, qui n'a pas souhaité commenter cette décision municipale, a sollicité un entretien avec Jacques Bompard.

" 69 000 repas servis par les Restos du cœur à Orange"

"Le maire accuse les Restos du cœur de distribuer les denrées alimentaires sans contrôler les ressources des bénéficiaires", a dénoncé la conseillère municipale du Front de gauche, Fabienne Haloui. Selon elle, "728 familles ont été secourues et plus de 69 000 repas servis par les Restos du cœur à Orange, pour l'année 2012-2013". Cette année, "les inscriptions sont en augmentation de 59 %", a-t-elle ajouté. L'enveloppe sera reversée à trois associations caritatives d'Orange. Les Restos du cœur percevaient des subventions très irrégulières de la municipalité d'Orange ces dernières années, selon Gérard Guoin.

Importants succès électoraux des communistes (KPRF) dans la banlieue de Moscou

Dimanche 29 Décembre 2013

Le 22 décembre 2013, dans trois districts de la banlieue de Moscou se tenaient des élections anticipées pour élire les responsables des exécutifs locaux. Le Parti Communiste de la Fédération de Russie (KPRF) a remporté une brillante victoire à Solnechnogorsky et s'impose comme une force d'opposition majeure dans cette région - article et traduction Nico Maury

Le Parti Communiste, une force réelle d'action en Russie et dans la banlieue de Moscou



**ЗАСТАВИМ ВЕРНУТЬ
УКРАДЕННОЕ !**

Les communistes de la banlieue de Moscou ont depuis longtemps constitué des équipes de militants professionnels capable de diriger des villes et travailler au service des résidents. Moscou est une ville libérale, où le KPRF a remporté seulement 10% des voix lors des municipales de septembre 2013, mais sa banlieue est rouge et le KPRF y est puissant.

Dans les districts de Solnechnogorsky (128.580 habitants), Mozhaisk (30.736 habitants), et Egorievsk (70.392 habitants) se sont tenues des élections anticipées pour élire les responsables des exécutifs locaux. Dans la région, les communistes de Moscou ont présenté des candidats à tous les postes. Dans certaines municipalités, des candidats du Parti communiste ont subi des violations importantes.

Les communistes ont emporté une brillante victoire dans le district de Solnechnogorsky. Alexandre Vladimirovitch Yakounine a été élu après avoir mené une campagne visant à consolider toutes les forces politiques et sociales de la région. Le candidat communiste a remporté 56,72% des voix.



Importance du vote communiste dans les autres districts

Dans le district de Mozhaisk, les communistes obtiennent 33,70% des voix, mais il manque 11 voix pour permettre l'élection de A.Y Yagotintsev (KPRF). Dans les élections de la ville d'Uvarovka, les communistes obtiennent la deuxième place.

Dans le district d'Egorievsk, pour la première fois depuis de nombreuses années, I.V Kuranova (KPRF), a terminé troisième.

Les résultats des élections montrent le fort potentiel du Parti communiste. Les représentants du KPRF montrent qu'ils peuvent remporter des élections des administrations locales, car les communistes travaillent pour les résidents de la région et pour le développement des banlieues.